

L'espion triple zéro de Tarnac

Mark Kennedy : un bien étrange policier britannique infiltré

Il a espionné des altermondialistes et environnementalistes. Menti aux militantes avec lesquelles il couchait et à la police qui l'employait avant finalement de se retourner contre elle. Accusé à tort les militants de Tarnac d'être des terroristes. Mais qui est vraiment Mark Kennedy ?



Tarnac - D.R.

C'est le chaînon manquant d'une affaire d'espionnage franco-britannique des plus rocambolesques. Après avoir infiltré dans toute l'Europe des mouvements environnementalistes, altermondialistes ou anarchistes, l'agent britannique **Mark Kennedy** portait plainte en 2012 contre son employeur. Motif ? Scotland Yard l'avait laissé tomber amoureux des militantes qu'il espionnait...

On aurait pu croire que coucher pendant le service relevait d'une tradition nationale chez les espions de sa Gracieuse Majesté. Ainsi au cinéma James Bond détient de par son numéro 007 la permission de faire succomber au sens propre les méchants (licensed to kill) et au sens figuré tout ce qui bouge joliment sur escarpins, fût-ce dans le camp adverse. On ne sait quel numéro la police britannique avait attribué à Mark Kennedy. Mais ce qui est sûr, c'est qu'il a abondamment usé de sa deuxième licence en séduisant trois militantes britanniques en sept ans. « *Il était charismatique, drôle, romantique. Passionné de musique, de voyages. Un type vraiment charmant. Il a assisté à l'anniversaire de ma mère, s'est occupé de ma fille* » raconte à la BBC l'une d'elles. Sur les clichés de l'époque, celui qui se faisait appeler Mark Stone arbore en effet toute la panoplie du militant de gauche super-cool. Abondamment tatoué, queue de cheval, barbe bien taillée, boucle d'oreille et sourire malin, ce personnage de fiction ne ressemble guère aux photos officielles de Mark Kennedy dont les cheveux courts, le menton carré et le visage impassible suggèrent la détermination et la maîtrise de soi que l'on attend d'un policier infiltré.



Mark Kennedy - D.R.

Reste que l'agent n'était pas si professionnel que ça puisqu'il a fini par s'éprendre d'une des cibles qu'il surveillait. Une sorte de syndrome de Stockholm à l'envers. Démasqué en 2010, Mark Kennedy a tout perdu. La militante a renié l'espion qui l'aimait. Sa femme a demandé le divorce. Et il a dû démissionner de son poste à la suite du scandale. « *J'ai dû aller voir un psy qui a diagnostiqué un stress post-traumatique. La faute en revient à mon employeur qui avait le devoir de me protéger* » accuse dans *The Daily Mail* l'ex-policier qui réclame au minimum 50 000 livres de dommages et intérêts. Pour se défendre, Scotland Yard affirme qu'il a agi à l'insu de sa hiérarchie, la déontologie maison interdisant aux agents infiltrés de nouer des relations sexuelles avec leurs cibles. Ce à quoi Mark Kennedy rétorque que ses supérieurs fermaient les yeux car cela l'aidait à rapporter des informations sur les groupes mis sous surveillance.

« Les services français ont collecté hors de toute procédure judiciaire de pseudo-éléments de preuve fondés sur les rapports de Kennedy »

Loin de résulter d'un dérapage isolé, Scotland Yard aurait fermé les yeux sur ces pratiques. Résultat ? Outre les trois « victimes » de Kennedy, huit autres militants (dont un homme) portent plainte contre la police britannique pour « *traumatisme émotionnel* » après avoir eu des relations sexuelles avec des infiltrés. Ce genre de scandale est-il possible de ce côté-ci de la Manche ? La DCRI (Direction Centrale du Renseignement Intérieur) se borne à rappeler qu'elle interdit à ses agents de recueillir des confidences sur l'oreiller. Mais entre le règlement et son application existerait une marge : « *Dans l'infiltration, la séduction fait partie des armes. Cela arrive aussi en France* » assure Pierre Martinet, un ancien des services secrets, auteur du livre « *DGSE service action: un agent sort de l'ombre* » et du roman « *Cellule Delta* ».

Des accusations fantasmées

Dans l'Hexagone, Mark Kennedy n'a-t-il pas eu besoin d'user de ses charmes pour infiltrer le groupe de Tarnac. Dans ses rapports à la police britannique qui les transmettait à son homologue française, l'espion n'en accusait pas moins ces militants anti-capitalistes de s'initier à la fabrication d'explosifs. « *Pendant toute la procédure, magistrats et policiers ont tout mis en œuvre pour dissimuler cette source* » affirme l'un des militants mis en examen dans l'affaire de Tarnac. Ces rapports ont contribué en novembre 2008 à leur arrestation spectaculaire pour terrorisme à l'instigation de la DCRI. L'affaire depuis n'a cessé de se dégonfler et le procès met en lumière davantage les faiblesses de l'enquête policière que la dangerosité fantasmée d'un groupe de jeunes contestataires.

Alors la DCRI s'est-elle fait abuser par un espion mythomane ? Ou bien a-t-elle orchestré un coup médiatique à la demande du pouvoir politique désireux de faire de la sécurité publique un point fort du mandat présidentiel ? En tout cas, « *des indices convergents montrent que les services français ont collecté hors de toute procédure judiciaire de pseudo-éléments de preuve fondés sur les rapports de Kennedy. Et ils ont accueilli complaisamment la surenchère d'accusations à laquelle se livrait cet agent* » constate Maître William Bourdon qui défend les militants de Tarnac. Détail révélateur, le projet de fabrication d'engins explosifs n'a pas été retenu dans l'acte d'accusation. « *En creux, on peut y lire l'inconfort intellectuel et juridique dans lequel se trouve le parquet sur ce dossier* » poursuit l'avocat.

Reste à savoir pour quelles raisons Mark Kennedy aurait autant chargé les militants français. Pétage de plomb après une trop longue période d'immersion clandestine ? Volonté de se faire mousser auprès de ses supérieurs pour mieux poursuivre sa vie aventureuse faite de soirées technos, voyages et amourettes avec de jeunes et jolies altermondialistes ? Rêvait-il de toucher des primes pour ses résultats ?

Contacté aux Etats-Unis où il a retrouvé malgré le scandale un emploi dans la sécurité, Mark Kennedy renvoyait il y a trois ans les journalistes vers son agence de relations publiques Max Clifford. Qui nous éclairait indirectement sur ses motivations en faisant savoir qu'il réclamait 1000 livres sterling pour une brève interview.

Une somme à triple zéros à la hauteur de ce que l'agent a été pour son employeur et ses victimes...

 2 Commentaires

Copyright 2018 © ./Rebuild.sh